

**Arrêté préfectoral complémentaire
n°BE-2026-03-06 du 17 MARS 2026
modifiant l'arrêté n°BE-2026-01-03 du 8 janvier 2026
autorisant la société EURENCO**

**à exploiter des installations de développement, d'étude et de fabrication de produits
énergétiques principalement destinés à l'armement et à l'industrie automobile
situées boulevard Charles Garaud à Bergerac (24100)**

Modification des conditions d'exploitation

La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment son titre I^{er} du livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 modifié fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 novembre 2013 fixant le contenu de l'étude de sécurité du travail mentionnée à l'article R. 4462-3 et le contenu des consignes de sécurité mentionnées à l'article R. 4462-7 du code du travail pour les activités pyrotechniques ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°95.1315 du 22 août 1995 autorisant la société SNPE à exploiter un site de production et de commercialisation de poudres propulsives, d'objets en matériaux fibreux combustibles et de nitrofilms, situé Boulevard Charles Garaud à Bergerac dans le département de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014 329-0006 du 25 novembre 2014 portant approbation du Plan Particulier d'Intervention (PPI) de l'établissement EURENCO ;

Vu l'arrêté préfectoral n°BE-2026-01-03 du 8 janvier 2026 ;

Vu le dossier de porter à connaissance concernant la mise en place ponctuelle d'une unité mobile d'incinération des déchets pyrotechniques déposé le 29 janvier 2026 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement le 10 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 11 mars 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel le 12 mars 2026 ;

Considérant que le surplus de déchets est dû à un arrêt de la destruction des déchets suite aux plaintes de riverains afin de limiter les nuisances ;

Considérant que l'accumulation de déchets pyrotechniques qui en résulte présente un risque d'un point de vue de la sécurité et qu'il convient de ce fait de remédier à la situation dans un délai court ;

Considérant que les installations en place seules ne permettent pas une résorption des stocks de déchets dans un délai sécuritaire satisfaisant et que de ce fait une installation supplémentaire est rendue nécessaire pendant une durée limitée à la destruction de ce surplus ;

Considérant que l'exploitant a estimé le temps de destruction à 84 jours ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que pour préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement liés à la mise en place de l'unité mobile d'incinération des déchets pyrotechniques, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires notamment sur le suivi des émissions atmosphériques.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. IDENTIFICATION

La société EURENCO, dont le siège social est situé 683 allée des Brantes, 84700 – SORGUES, autorisée à exploiter ses installations situées Boulevard Charles Garaud sur la commune de Bergerac (24100), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants dans le cadre des modifications objet du porter à connaissance du 29 janvier 2026 susvisé.

Les installations objet du porter à connaissance du 29 janvier 2026 susvisé sont mises en œuvre et exploitées conformément aux plans et données techniques figurant dans le dit porter à connaissance.

ARTICLE 2. IMPLANTATION ET EXPLOITATION DE L'UNITÉ MOBILE D'INCINÉRATION

L'unité mobile d'incinération objet du porter à connaissance du 29 janvier 2026 susvisé est implanté de façon à écarter tout effet domino dû aux effets d'une éventuelle explosion de l'unité et à circonscrire les effets d'une explosion à l'intérieur des limites de l'établissement.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions de l'alinéa précédent.

La durée d'exploitation de l'unité mobile d'incinération est limitée à 84 jours pour une quantité maximale de déchets de 120 tonnes.

La quantité maximale de déchets présents dans la chambre de combustion est de 1 kg correspondant à un casier d'alimentation de l'incinérateur.

L'exploitant notifie auprès de l'inspection des installations classées la date de mise en service de l'unité mobile d'incinération.

ARTICLE 3. ANALYSES DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

La société EURENCO réalisera dans les 15 premiers jours d'exploitation de l'unité mobile d'incinération des analyses représentatives sur les rejets atmosphériques de l'incinérateur mobile, par catégorie de déchets présentant les mêmes caractéristiques, à savoir :

- déchets issus de la déconstruction des douilles AUF1 et des objets feutrés (division de risque 1.4) ;
- déchets de tubes allumeurs chargés (division de risque 1.3a) ;
- des déchets de pâte sous eau (boudins) ;
- des déchets souillés de nitrocellulose sous eau.

Aucun autre déchet n'est autorisé à être brûlé dans l'installation temporaire.

Les analyses porteront a minima sur les composés suivants :

- poussières ;
- CO ;
- Nox ;
- NO ;
- Dioxines.

Seront déterminés les concentrations et les flux de polluants correspondant à l'incinération de chaque type de déchets.

L'exploitant réalise sous sa responsabilité les analyses supplémentaires nécessaires qu'il identifierait du fait de la composition des déchets à détruire.

Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4. SUIVI DES ÉMISSIONS ET VALIDATION DES HYPOTHÈSES DE L'ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

L'exploitant tient à jour un registre de suivi des quantités de déchets incinérés sur l'unité mobile. Les quantités de déchets y sont enregistrées selon leur nature.

Sur la base de ce registre et des résultats d'analyse réalisés en application de l'article 3 du présent arrêté, l'exploitant évalue les flux cumulés de polluants émis à l'atmosphère.

Ces flux sont comparés au terme source retenu dans l'évaluation des risques sanitaires (ERS) de l'établissement.

L'exploitant doit être en mesure de justifier que le niveau d'émission globale du site correspondant au terme source retenu dans l'ERS n'est pas notablement affecté par les flux liés à l'exploitation de l'unité mobile. L'exploitant est tenu d'ajuster son activité si nécessaire afin de maintenir ses niveaux d'émissions atmosphériques dans le cadre des conditions d'exploitation autorisées.

L'ensemble des données et justificatifs listés au présent article sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5. PUBLICATION

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Bergerac et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Dordogne.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Dordogne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (la préfète de la Dordogne) et au bénéficiaire de la décision (la société EURENCO), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A) et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la DREAL N-A, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Bergerac, ainsi qu'à la société EURENCO.

Périgueux, le **17 MARS 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général


Bertrand DUCROS